

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

Hors-série / décembre 2012 - www.andev.fr

LA POLITIQUE TARIFAIRE DE LA PAUSE MÉRIDIANNE

***Guide pratique pour une mise
en place ou une révision***

HORS-SÉRIE/DÉCEMBRE 2012

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	04
I. INTRODUCTION	06
II. ÉTATS DES LIEUX	07
2.1 Éléments de contexte : Situation socio-économique des habitants de la collectivité	07
2.2 Connaissance des publics cibles et de la fréquentation de la pause méridienne	07
2.3 Données financières	08
III. LES PRINCIPES DE LA TARIFICATION	09
3.1 Le tarif « unique » pour tous les enfants présents	09
3.2 La tarification avec « graduation » des prix en fonction des familles	09
3.2.1– Les éléments à prendre en compte	
3.2.2– Les deux principes de la tarification avec « graduation »	
3.4 Les tarifs « spéciaux »	16
3.5 La révision des tarifs	16
IV. ÉTABLIR – MODIFIER UNE GRILLE TARIFAIRE	18
4.1 Les principes pour établir une grille tarifaire	18
4.1.1 Quelles valeurs donner au tarif « plancher » et au tarif « plafond » et quelle amplitude y aura-t-il entre les deux ?	
4.1.2 Quel principe va-t-on utiliser pour passer du prix plancher au prix plafond ?	
4.1.3 Quel taux de participation de la famille par rapport à ses revenus mensuels ?	
4.2 Les impacts financiers matériels et humains	21
4.2.1 Quelles incidences économiques pour la collectivité ?	
4.2.2 Quelle évolution du tarif pour les familles « type » ?	
4.2.3 Quelles incidences matérielles, organisationnelles et humaines pour la collectivité ?	
IV. COMMUNICATION	23
5.1 La communication durant la phase d'élaboration	23
5.1.1 La réunion du comité consultatif	
5.1.2 La réunion publique	
5.2 La communication durant la phase de mise en œuvre	24
5.2.1 La communication interne dans les services	
5.2.2 La communication auprès des usagers	
5.3 La communication de l'évaluation	
VI. LE SUIVI – LA RÉGULATION	25
L'écoute « usager »	
Les remarques indirectes	
Les interpellations formalisées	
VII. LE SUIVI – LA RÉGULATION	26
7.1 La collecte d'informations auprès de la population	26
7.2 La collecte d'informations auprès des services de la collectivité	26
VII. CONCLUSION	27
ANNEXES	28
Annexe 1 - Le quotient familial	28
Annexe 2 – Ressources CAF Pro	29

Préambule

Les collectivités territoriales, au plus près des habitants, doivent répondre à des demandes de services à la population en perpétuelle évolution, dépendant des modes de vie, des particularités du territoire et des contraintes socio-économiques.

Le plus souvent, ces services sont facultatifs et évoluent selon au moins deux axes. Le premier prend en compte la qualité du service, ses exigences, sa modernité. Le second s'attache à la répartition entre le financement par l'impôt et la participation financière directe de l'utilisateur selon des caractéristiques diverses. Dans tous les cas, le service sera organisé à la fois pour tendre vers une égalité d'accès et prendre en compte des situations objectivement différentes dans le cadre d'une rigueur budgétaire.

La pause méridienne est certainement le temps périscolaire le plus important pour les collectivités. Dans la plupart des cas, on peut affirmer que c'est une priorité politique, sociale et éducative. Au sein de ce temps, la priorité est double, celle de fournir aux enfants un repas de qualité, en quantité adaptée à leurs besoins, dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, et celle d'assurer un véritable temps de détente et de libre épanouissement.

Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire¹, plus de 6 millions d'élèves déjeunent chaque jour de classe dans un restaurant scolaire. Ces chiffres augmentent chaque année, renforçant la pensée que la restauration scolaire est un enjeu social et de santé publique. Selon l'étude INCA 2², 49 % des 3-10 ans prennent au moins 3 de leurs déjeuners hebdomadaires au restaurant scolaire. Afin de rendre ce service accessible à toutes les familles, chaque ville est amenée à réfléchir à sa politique tarifaire. Exercice difficile, il nécessite de la rigueur puisqu'il faut mener de front des exigences sociales et budgétaires.

Interrogées fréquemment par les collègues et les élus, l'Association Nationale des Directeurs de l'Éducation des Villes de France (ANDEV), la Ligue de l'enseignement et l'association des directeurs de restauration territoriale (AGORES) ont souhaité s'associer pour élaborer ce guide pratique, avec l'espoir de mettre en réflexion les acteurs et de leur apporter des réponses.

De la décision politique jusqu'à l'évaluation, en passant par les différentes instances de concertation et du plan de communication, rien n'est omis. Afin d'être le plus précis possible, il a été réalisé au cours de l'année 2012 une étude comparative auprès des adhérents des 3 associations, qui n'a pas valeur scientifique puisqu'elle n'a notamment pas été établie à partir d'un panel précis. Cette étude nous a malgré tout permis d'identifier les points saillants car elle a été réalisée à partir de plus de 150 réponses. Nous remercions l'ensemble de nos collègues qui ont pris de leur temps. Nous avons ainsi couvert 64 départements (44 villes de moins de 10 000 habitants, 68 comprises entre 10 et 50 000, 26 entre 50 et 100 000 et 12 au-dessus de 100 000) soit environ 10 % de la population française.

1. Étude d'octobre 2010 disponible sur <http://www.anses.fr/index.htm>

2. Menée par l'ANSES entre fin 2005 et avril 2007, la deuxième étude Individuelle Nationale des Consommations Alimentaires (INCA 2) regroupe les données de consommations alimentaires sur 7 jours de plus de 4000 participants, adultes et enfants, habitant en France métropolitaine.

Le Groupe projet était constitué de :

Pour l'ANDEV

Sabine BOUCHARD
Dominique CHAPE
Xavier COUTANCEAU
Nicolas DEBUCQUET
Emmanuel DUTAY
Daniel FEUNTEUN
Marie-Claire GIRARDEAU
Sophie PARLIER

Pour la Ligue de l'enseignement

Michel LE JEUNE
Sandrine PELLEZ

Pour AGORES

Betty GRAYON

I. Introduction

Faire évoluer une situation existante pour mettre en œuvre une (nouvelle) politique tarifaire est une démarche exigeante, car ses conséquences auprès de la population peuvent ne pas être neutres. Aux aspects techniques s'ajoutent les justifications politiques des décisions qui seront prises. C'est pourquoi, avant d'entamer une telle démarche, il est indispensable de mener une réflexion en amont.

Tout d'abord, il est important de s'interroger sur les raisons qui conduisent à entamer le processus de révision de la politique tarifaire. Pourquoi une telle volonté ?

Afin de répondre à ce préalable, un état des lieux permet d'éclaircir la situation, de savoir d'où l'on part. Les éléments déclencheurs de cette décision devront apparaître dans cet état des lieux.

Ainsi, à partir d'une « photo de départ » des tarifs existants, qui sera révélatrice d'une situation à faire évoluer (multiplicité des tarifs de la collectivité, méthode de calcul à revoir...), des projections pourront être réalisées avec d'autres modes de calculs.

Par ailleurs, les orientations politiques de la réforme tarifaire devront se dégager rapidement dans le cours de la démarche. Les élus devront répondre à la question « pourquoi une nouvelle tarification ? ». Leurs réponses induiront des propositions spécifiques. La tarification est-elle à envisager comme une traduction concrète d'une politique à caractère « social » (au sens large), quels en sont les enjeux sociaux pour la famille, quels en sont les enjeux pour les enfants (éducatifs, alimentaires, sociaux), quels en sont les enjeux et les impacts pour la collectivité (locaux, organisationnels, logistiques, financiers) ?

Enfin, il faudra éclaircir les objectifs recherchés par la nouvelle politique tarifaire, trouver le bon curseur entre une politique sociale et une politique économique liée à des contraintes financières.

II. État des lieux

Pour établir une photographie de l'existant, l'état des lieux se doit d'être le plus exhaustif possible.

Il faudra réunir des éléments du contexte socio-économique de la population, du public cible du service, mais aussi, des données financières par une analyse des coûts et des recettes la plus précise possible.

Ce recueil de données peut être différent selon les collectivités, leur organisation. En effet, certains éléments sont déjà connus dans les services, pour d'autres, la consultation des partenaires institutionnels sera indispensable.

Ce qui suit doit être considéré comme une base de réflexion et de recherche qui ne demande qu'à être complétée et enrichie.

2.1 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE :

Situation socio-économique des habitants de la collectivité

DONNÉES STATISTIQUES	SOURCES POSSIBLES
Nombre d'habitants	Données internes de la collectivité INSEE : attention les données sont celles du dernier recensement
Évolution démographique Évolution des naissances	INSEE Service urbanisme et programme habitat Référént territorial de la PMI / RAM-RAPE
Nombre de foyers	INSEE Données internes de collectivité, en lien avec données des bailleurs sociaux et promoteurs
Composition des foyers : Nombre d'enfants % de familles monoparentales et couples	INSEE / CAF / MSA, Fichier Image de la CAF (sur demande auprès de la CAF) Bailleurs sociaux et promoteurs
Ressources des familles : Nombre de foyers imposables sur le revenu	Services de la collectivité Services financiers du MINEFI CAF pour allocataires CAF
Situation sociale : % de demandeurs d'emploi % de bénéficiaires des minimas sociaux	INSEE Pôle emploi CAF / MSA - Services sociaux CCAS

2.2 CONNAISSANCE DES PUBLICS CIBLES ET DE LA FRÉQUENTATION DE LA PAUSE MÉRIDIDIENNE

Les informations seront récupérées à partir du fichier existant des enfants inscrits à la pause méridienne :

- Nombre de familles utilisant le service
- Nombre de familles / tranche de tarif ou par catégorie (selon tarification existante)

- Composition des familles :
 - % de familles monoparentales
 - Nombre d'enfants par foyer
 - Nombre d'enfants inscrits dans le premier degré
 - Nombre d'enfants fréquentant la pause méridienne
- Ressources des familles :
 - Revenus
 - Prestations familiales
 - Minimas sociaux
- Nombre de familles aidées (aide du CCAS), ou en surendettement
- Nombre de repas / tranche de tarif
- Nombre d'enfants hors commune fréquentant la pause méridienne.

2.3 DONNÉES FINANCIÈRES

Ces éléments doivent permettre d'avoir une connaissance d'ensemble des tarifs appliqués aux familles et des recettes pour la collectivité. Elle sera nécessaire pour une cohérence globale de la politique tarifaire.

Il conviendra de rechercher :

- Le mode de calcul de la tarification appliquée par la collectivité
- Le montant et l'évolution des recettes globales sur les 5 derniers exercices

Il s'agit des sommes inscrites en recettes aux comptes administratifs des exercices correspondants. Le montant des impayés pourra être également une indication intéressante.

- Le coût de revient de la pause méridienne

Les dépenses pouvant être prises en compte (liste indicative et non exhaustive) :

- Masse salariale
 - Personnel administratif
 - Personnel restauration
 - Personnel entretien
 - Personnel animation / surveillance
 - Coût de formation
- Repas : selon les cas de figure
 - Prix d'achat du repas acheté au prestataire
 - Prix de revient du repas fabriqué par la collectivité
- Animation
 - Fournitures et matériel d'animation
 - Prestations extérieures
- Locaux
 - Fluides (eau, électricité, gaz), téléphone
 - Assurances
 - Produits d'entretien, contrats de nettoyage
 - Contrats de surveillance, alarme....
 - Amortissement du matériel
- Divers
 - Suivi de la sécurité alimentaire
 - Frais de communication, frais généraux (photocopies, fournitures...)
 - Informatique (logiciel inscription, facturation)
 - Véhicules
 - EPI, vêtements de travail

III. Les principes de tarification

Avant de déterminer les principes de tarification, il convient de s'interroger sur le système d'inscription. Dans le cadre de l'étude comparative, trois systèmes ont été identifiés :

- Le forfait, qui correspond à une facturation pour une période (par exemple d'un mois ou d'un trimestre) quel que soit le nombre de repas effectivement consommés.
- L'abonnement, qui correspond à une inscription pour une période donnée, avec possibilité de réajustement dans un délai préfixé. La facturation est dans ce cas faite au réel des repas consommés. Cependant certaines collectivités pratiquent des jours de carence en cas d'absences non justifiées.
- La « table ouverte », qui correspond à une inscription le jour même. Plusieurs grandes villes ont adopté ce système.

Nous pouvons considérer qu'il y a **deux grands principes de tarification** :

- Le tarif « unique »
- Le tarif avec « graduation »

3.1 LE TARIF « UNIQUE » POUR TOUS LES ENFANTS PRÉSENTS

Quand la collectivité fait le choix du tarif unique, elle a la possibilité d'introduire certains tarifs adaptés en fonction :

- Du nombre d'enfants de la famille
- Du nombre d'enfants de la même famille fréquentant la pause méridienne
- Des enfants scolarisés en maternelle et en élémentaire
- Des enfants présents régulièrement ou occasionnellement
- Du lieu de résidence (commune/hors commune)

■ Avantages de ce principe :

- Pour les élus : un tarif « identique » pour tous, ne nécessitant pas beaucoup d'explications. Des recettes plus prévisibles
- Pour les services municipaux : une gestion simplifiée
- Pour les parents : une communication simple

■ Limites de ce principe :

- Politique sociale : une absence de prise en compte des situations familiales. La seule politique sociale qui reste possible est celle de l'aide aux familles qui peut être gérée par les services sociaux (CCAS)
- Le tarif peut être perçu « bas pour tous » ou « haut pour tous ».

3.2 LA TARIFICATION AVEC « GRADUATION » DES PRIX

La tarification avec « graduation » est entendue comme une tarification différenciée. Ainsi différents tarifs peuvent être appliqués en fonction de la situation de la famille.

3.2.1 Les éléments à prendre en compte

Dans un premier temps, il est nécessaire de déterminer les éléments qui seront pris en compte pour différencier ces tarifs. Trois entrées sont ainsi possibles pour établir une grille tarifaire, à savoir la prise en compte :

- Des revenus de la famille uniquement
- De la composition de la famille uniquement
- Du croisement entre les revenus et la composition de la famille (c'est-à-dire la détermination d'un quotient familial, appelé QF).

Cette troisième entrée (croisement des revenus et de la composition de la famille), recommandée par la CAF, est l'approche la plus répandue et qui continue à se développer. (cf. explications dans annexe 1)

Il convient également de s'interroger sur les dispositions particulières qui pourraient être mises en œuvre dans le calcul des revenus et de la détermination du nombre de parts pour certaines situations complexes comme :

- Garde alternée entre père et mère
- Famille recomposée (enfants issus de parents différents mais vivant sous le même toit et inscrits par cette famille)
- Enfants placés en institution ou en famille d'accueil.

■ Les revenus de la famille

- Quels revenus prendre en compte ?

- Les revenus déclarés par la famille aux impôts uniquement
- Les revenus déclarés par la famille aux impôts et les prestations familiales

- À partir de diverses ressources :

- Feuille d'impôts N-2 (c'est la dernière disponible lors des inscriptions dès le mois de juin de l'année en cours)

Quelle ligne retenir sur l'avis d'imposition ?

- Salaires et assimilés (sans abattement), allocations de chômage,
- Revenu brut global (avec revenus immobiliers, mobiliers, du capital, rentes, pensions...)
- Revenu fiscal de référence
- Revenu mondial (si un des parents est travailleur frontalier ou travaille à l'étranger)

Nota : dans le cas de famille séparée et/ou recomposée il faut déterminer quelle(s) feuille(s) d'impôts est (sont) prise(s) en compte.

- Prestations familiales CAF, MSA

Une attestation de paiement est disponible et accessible d'une manière confidentielle pour les familles sur le site de la CAF ou de la MSA.

Dans le cadre d'un choix à opérer par la collectivité, elle doit définir quelles lignes retenir sur l'attestation de paiement des prestations familiales CAF ou MSA.

Remarque : souvent les allocations pour adulte et/ou enfant handicapé ainsi que l'allocation de rentrée scolaire ne sont pas prises en compte.

- Fichier CAF Pro

Les revenus pris en compte dans CAF Pro sont les ressources nettes, sans les prestations familiales, sans prise en compte des frais réels ni abattements fiscaux mais avec prise en compte des abattements sociaux. (Voir détails dans annexe 2).

En se rapprochant de votre CAF vous pourrez éventuellement obtenir, par convention, un échange de fichier.

- Assedic Pôle emploi

- Attestation ou notification des droits
- Notamment dans le cas de perte récente d'emploi

- Bulletin(s) de Paye

(+ Certificat de revenu pour travailleur frontalier)

■ La composition de la famille et le nombre de parts

Le nombre de parts se détermine :

- Soit en prenant le mode de calcul des impôts (parts fiscales)
- Soit en construisant un tableau particulier plus précis des nombres de part

Exemple d'un tableau particulier :

NOMBRE ENFANTS	CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ(E), VIVANT SEUL(E) (SI GARDE ET CHARGE DES ENFANTS NON PARTAGÉE)	CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ(E), VIVANT EN CONCUBINAGE (POUR LA PERSONNE PRENANT LES ENFANTS À CHARGE)	MARIÉ(E), PACSÉ(E)	VEUF, VEUVE
Sans enfant	1 part	1 parts	2 parts	1 parts
1 enfant	2 parts	1,5 parts	2,5 parts	2,5 parts
3 enfants	2,5 parts	2 parts	3 parts	3 parts
4 enfants	4,5 parts	4 parts	5 parts	5 parts

D'autre part certaines collectivités :

- considèrent que chaque personne vivant sous le même toit compte une part
- doublent les parts pour les handicapés

■ Le croisement entre les revenus et la composition de la famille (QF)

Le croisement entre les revenus et la composition de la famille détermine un quotient familial (appelé QF).

Le QF obtenu pour la famille servira à établir le tarif qui lui sera appliqué. Cette étape sera cruciale pour déterminer la logique tarifaire retenue.

Le quotient utilisé par les collectivités n'est pas systématiquement celui de la CAF mais il peut être personnalisé au niveau de la collectivité.

Des possibilités s'offrent alors à la collectivité :

– **En faisant un calcul au sein de la collectivité**

$$QF = \frac{\text{revenus annuels (divisés par 12)}}{\text{nombre de parts}}$$

Les revenus à prendre en compte sont ceux déterminés par la collectivité (voir ci-dessus la rubrique 3.2.1). Le nombre de parts à prendre en compte est celui déterminé par la collectivité (voir ci-dessus la rubrique 3.2.1).

Exemples de calcul de QF :

- avec les parts fiscales choisies dans une collectivité

TPOLOGIE FAMILLE	NOMBRE DE PARTS	QF, SI 1 000 €** DE REVENUS	QF, SI 2 000 €** DE REVENUS	QF, SI 4 500 €** DE REVENUS
1 couple avec 1 enfant	2,5 parts	400	800	1 800
1 personne seule avec 2 enfants	2,5 parts	400	800	1 800
1 couple avec 2 enfants	3 parts	333	667	1 500
1 couple avec 3 enfants	4 parts	250	500	1 133

- avec les parts de la CAF

TYPOLOGIE FAMILLE	NOMBRE DE PARTS	QF, SI 1 000 €** DE REVENUS	QF, SI 2 000 €** DE REVENUS	QF, SI 4 500 €** DE REVENUS
1 couple avec 1 enfant	2,5 parts	400	800	1 800
1 personne seule avec 2 enfants	3 parts	333	667	1 500
1 couple avec 2 enfants	3 parts	333	667	1 500
1 couple avec 3 enfants	4 parts	250	500	1 133

** ici le choix des revenus a été fait par rapport au SMIC (1 fois, 2 fois et 4,5 fois)

Mise en garde : Derrière un QF peuvent se cacher différentes réalités. Un QF peut correspondre à des situations familiales et de revenus notablement différentes. Il faudra donc y apporter une attention particulière.

Par exemple un QF 500 peut correspondre à :

- un couple avec 2 enfants (3 parts fiscales) qui a des revenus de 1 500 €, sans prise en compte des prestations familiales dans le calcul du QF
- un couple avec 2 enfants (3 parts fiscales) qui a des revenus de 1 000 € et 500 € de prestations familiales prises en compte dans le calcul du QF
- une famille monoparentale avec 2 enfants (3 parts CAF) qui a des revenus de 700 € et 800 € de prestations familiales prises en compte dans le calcul du QF
- une famille monoparentale avec 2 enfants (3 parts CAF) qui a des revenus de 1 500 € sans prise en compte des prestations familiales dans le calcul du QF

– **En utilisant le fichier CAF Pro** (fichier informatisé de la CAF accessible pour les professionnels).

Le calcul du quotient familial (QF) de CAF Pro est basé sur un certain nombre d'éléments (voir annexe 2).

- **Un autre cas très peu utilisé, le « reste à vivre ».** Le « reste à vivre » est un calcul particulier du QF, déterminé par une déduction de charges supplémentaires. Certaines collectivités, dans le calcul des revenus des familles, déduisent par exemple une part de « charges d'habitation » correspondant au loyer ou aux remboursements d'emprunt pour leur logement.

Cette méthode est utilisée par peu de collectivités pour l'instant mais fait l'objet de réflexions.

3.2.2 Les deux principes de la tarification avec « graduation »

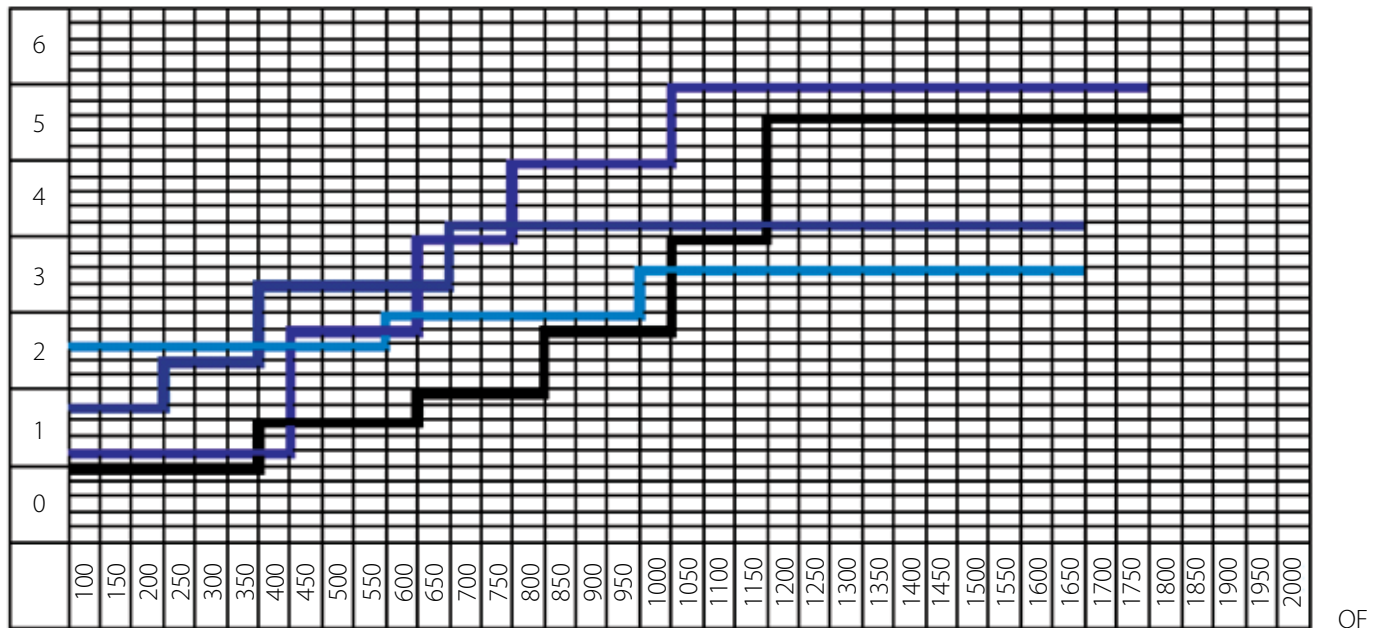
■ La tarification par tranches

La tarification par tranche affecte un tarif à chaque tranche, tranche qui se détermine par un écart entre deux QF. Il est par conséquent nécessaire de fixer :

- L'écart (ou la « largeur ») de chaque tranche, c'est à dire à partir de quel QF on passe à la tranche supérieure (c'est-à-dire le QF mini et le QF maxi de chaque tranche, par exemple de 350 à 500)
- Le nombre de tranches (pouvant aller de 3-4 à 16) qui permet de passer du tarif le plus bas au plus haut

Exemple de 4 courbes de grilles tarifaires :

Tarif



Commentaires :

- La « bleue claire » est un exemple de grille avec 3 tarifs très peu différents allant de 2,60 € à 3,60 €. Il y a donc peu de différence pour les familles (1 € d'écart entre le tarif « plancher » et le tarif « plafond »).
- La « bleue foncée » est un exemple de grille qui arrive vite au plafond. Il y a 4 paliers, le plafond est atteint dès le QF 650. Le tarif maximum est par conséquent appliqué très vite.
- La « noire » est un exemple de grille qui évolue régulièrement, doucement au début puis plus fortement après le QF 1000. Elle a d'autre part une amplitude de 4,60 €. Le plafond est atteint au QF 1200.
- La « violette » est un exemple de grille avec une forte amplitude (de 1,20 € à 6 €). Son tarif plancher, relativement long, va jusqu'au QF 400.

Avantages de ce principe :

- Pour les élus :
 - Politique sociale : Une prise en compte des situations familiales par tranche, première approche vers l'équité d'autant plus importante lorsque le nombre de tranches est élevé.
- Pour les parents :
 - Un service plus accessible pour les familles à faibles QF d'autant plus important quand les premiers tarifs sont vraiment bas.

Limites de ce principe :

- Pour les élus :
 - La nécessité d'expliquer aux familles les principes ayant guidé le choix des tranches et des seuils de passage d'une tranche à l'autre
 - Une répartition de la population dans les tranches qui ne serait pas toujours adaptée à la réalité sociale de la commune (une tranche regroupant 60 % de la population)
 - La nécessité de bien réfléchir au tarif mini et tarif maxi (montant de ces tarifs, écart entre ces tarifs), voir exemple courbe bleue ci-dessus.
- Pour les services municipaux :
 - La nécessité de calculer les QF pour déterminer le tarif adapté à chaque famille, puis de mettre à jour les QF
 - Une charge administrative importante
 - La gestion de la révision du QF de la famille en cours d'année en fonction des événements sociaux (perte d'emploi, séparation, naissance, décès...)
- Pour les parents :
 - La problématique des effets de seuil d'autant plus importante lorsque le nombre de tranches est faible ou lorsque l'amplitude est forte : courbe violette entre les tranches 2 et 3
 - Les difficultés de compréhension des principes de détermination des tranches et des effets de seuil.

■ La tarification au « taux d'effort »

La tarification au « taux d'effort » correspond à un tarif individualisé pour chaque famille en fonction des caractéristiques de sa situation.

Le taux d'effort linéaire entre le tarif « plancher » et le tarif « plafond »

Dans le cadre d'un taux d'effort linéaire, il y aura un seul coefficient qui permettra de passer « linéairement » du tarif mini au tarif maxi.

Il faut tout d'abord décider du tarif plancher et du QF jusqu'auquel il sera appliqué; ainsi que le tarif maxi au-delà duquel ce dernier restera appliqué.

Puis, le coefficient se calcule suivant la formule :

$$\frac{[\text{écart des tarifs (tarif maxi - tarif mini)}]}{[\text{écart des QF (QF maxi du tarif plancher - QF mini du tarif Plafond)}]}$$

La formule $[\text{QF}] \times [\text{coefficient}]$ donne le tarif individualisé par famille.

Par exemple, sur la courbe marron du schéma ci-après :

– Si $\text{QF} < 250$, c'est le tarif « plancher »

Par exemple 0,80 €

– Si $\text{QF} 271 \text{ à } 1500$, la formule qui s'applique est : $\text{QF} \times 0,0032$

Ce qui donne dans l'exemple de 0,80 € à 4,80 €, avec une progression centime après centime

– Si $\text{QF} > \text{à } 1500$, c'est le tarif « plafond » qui s'applique dans l'exemple 4,80 €.

Le taux d'effort linéaire dans les tranches

Dans le cadre d'un taux d'effort par tranche, il y aura un coefficient spécifique pour chaque tranche.

Il faut tout d'abord décider du tarif plancher et du QF jusqu'auquel il sera appliqué; ainsi que le tarif maxi à partir duquel ce dernier restera appliqué. Puis il faut déterminer les seuils (QF et tarif des seuils), comme cela se passe pour construire une grille tarifaire en tranches.

Le coefficient de la tranche se calcule suivant la formule :

$$\frac{(\text{Tarif fin de tranche} - \text{tarif début tranche})}{(\text{QF fin tranche} - \text{QF début de tranche})}$$

La formule $[\text{QF}] \times [\text{Coefficient}]$ donne le tarif individualisé par famille. Par exemple :

– Si $\text{QF} < 270$, c'est le tarif « plancher » qui s'applique (par exemple 1,20 €)

– Si $\text{QF} 271 \text{ à } 700$, la formule qui s'applique est :

$$\text{Tarif « plancher »} + [(\text{QF} - 270) \times 0,00176]$$

Ce qui donne dans l'exemple de 1,20 € à 1,96 €

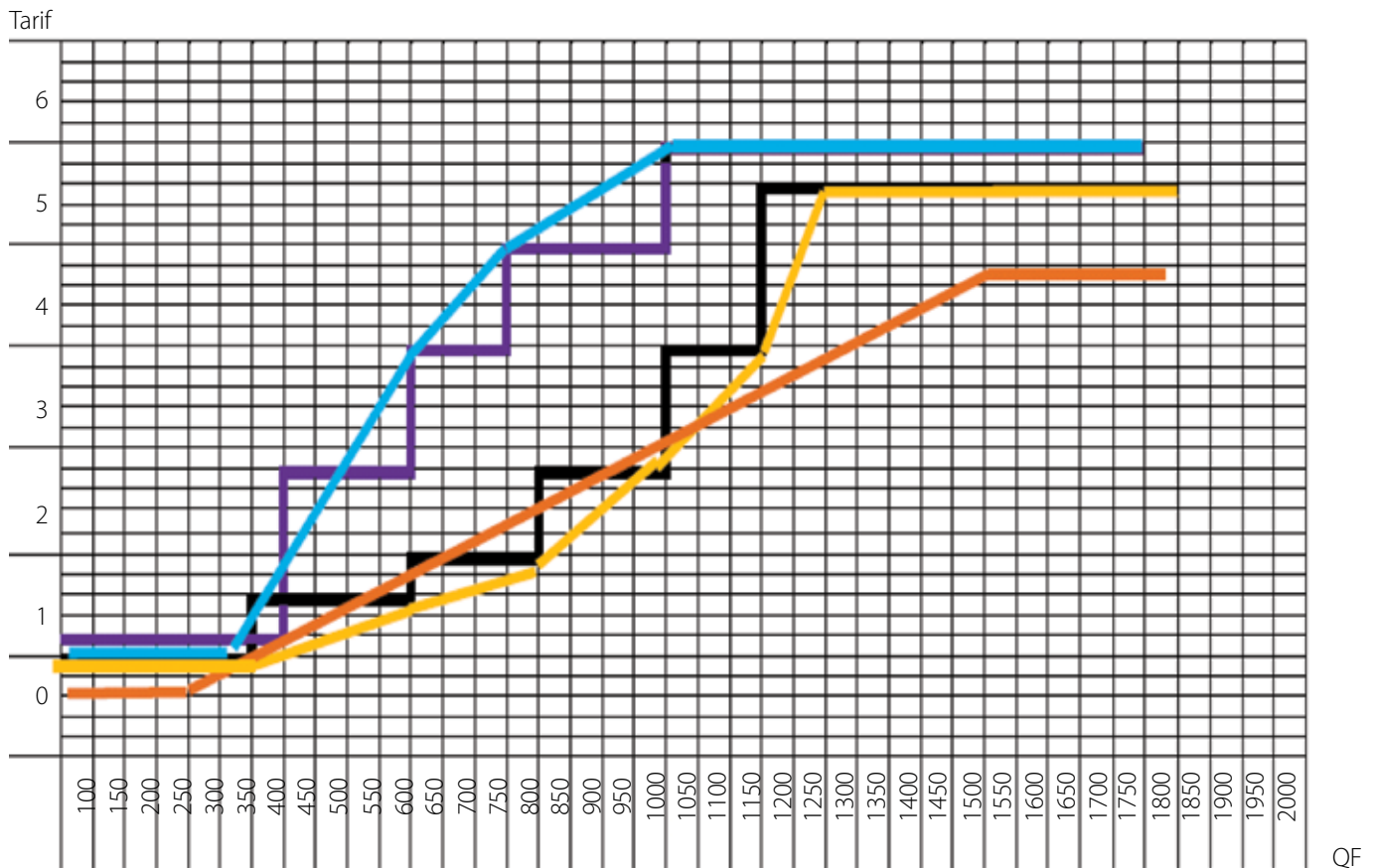
– Si $\text{QF} 701 \text{ à } 1400$, la formule qui s'applique est :

$$1,96 + [(\text{QF} - 700) \times 0,00311]$$

Ce qui donne dans l'exemple de 1,96 € à 4,14 €

– $\text{QF} > \text{à } 1400$, c'est le tarif « plafond » qui s'applique (dans l'exemple 4,15 €)

Les courbes jaune et bleue illustrent deux progressions différentes de tarif avec taux d'effort dans tranches.



Avantages de ce principe :

- Pour les élus :
 - La prise en compte **individualisée** des situations familiales
 - **L'Équité** : chaque famille a un tarif adapté à sa propre situation avec suppression des effets de seuils existant dans la grille de tarifs avec tranches.
- Pour les services municipaux :
 - Une explication simplifiée aux familles en lien avec la suppression des effets de seuil.
- Pour les parents :
 - Un service plus accessible pour les familles à faibles QF d'autant plus important quand le tarif « plancher » est vraiment bas
 - Une prise en compte individualisée des situations familiales, disparition des effets de seuil.

Limites de ce principe :

- Pour les élus :
 - La nécessité d'expliquer aux familles les principes ayant guidé le choix des coefficients, du choix du taux d'effort linéaire entre mini et maxi ou du choix du taux d'effort par tranche
 - La nécessité de bien réfléchir au tarif mini et tarif maxi (montant de ces tarifs, écart entre ces tarifs).
- Pour les services municipaux :
 - La nécessité de calculer les QF pour déterminer le tarif adapté à chaque famille et des mises à jour des QF
 - Une charge administrative importante
 - La nécessité d'avoir un logiciel adapté
 - La gestion de la révision du QF de la famille en cours d'année en fonction des événements sociaux (perte d'emploi, séparation, naissance, décès,...)

- Pour les parents :
 - L'obtention des précisions sur principes de détermination du coefficient
 - Les difficultés pour les familles de repérer ou de connaître d'emblée, de comprendre le tarif qui leur sera appliqué

3.3 LES TARIFS « SPÉCIAUX »

Des exemples de tarifs spéciaux ont été identifiés lors de l'enquête auprès des collectivités. Ces exemples n'ont pas fait l'objet d'une étude juridique. Ils ne sont cités qu'à titre d'illustrations et non pas de modèles. On pourra cependant relever qu'ajouter des tarifs spéciaux peut complexifier la lisibilité de la grille tarifaire.

- Tarif d'accueil des enfants allergiques dans le cadre d'un Projet d'accueil individualisé (PAI) :
 - Pour les familles apportant leur panier repas (en tarif unique ou tarif avec tranches ou taux d'effort)
Ce tarif peut ne prendre en compte que la partie encadrement, en retranchant le coût du repas.
 - Pour les familles auxquelles la collectivité fournit un plateau repas sans allergènes, acheté chez un prestataire spécifique
- Tarif pour enfants issus d'autres communes (tarif unique ou tarif avec tranches ou taux d'effort)
 - Pour les familles choisissant de scolariser volontairement leur(s) enfant(s) dans une commune extérieure à leur lieu de résidence (dérogation acceptée par la collectivité)
Souvent le tarif maximum est appliqué pour ces familles.
 - Pour les familles dont la scolarisation dans votre commune est imposée en fonction de certaines spécificités liées à leurs situations de santé. (exemple : une Classe d'intégration scolaire - CLIS, un Regroupement pédagogique intercommunal - RPI...)
Souvent la grille tarifaire pour les résidents de la commune est appliquée à ces familles.

- Tarif pour fréquentation occasionnelle dans le cas d'un système d'abonnement
La notion de fréquentation occasionnelle doit être bien définie au sein de la commune. Elle est à dissocier de la pratique de la « table ouverte ». Deux cas différents ont été constatés :
 - Enfant fréquentant le restaurant scolaire 1 ou 2 jours par semaine selon un planning programmé
Souvent la grille tarifaire pour les résidents de la commune est appliquée à ces familles.
 - Enfant inscrit au jour le jour sans régularité
Remarque : plusieurs collectivités appliquent dans ce cas un tarif particulier ou le tarif maximum.
 - Pour les enfants dont les parents ont une mobilité pour des raisons professionnelles ou personnelles (forains, travailleurs saisonniers, gens du voyage, réfugiés politiques, primo arrivants,...)
Souvent la grille tarifaire pour les résidents de la commune est appliquée à ces familles.

3.4 LA RÉVISION DES TARIFS

Deux types de révision régulière sont souvent mis en œuvre dans les collectivités. Ces révisions régulières sont à différencier de la modification ou de la révision générale des tarifs (= refonte de la politique tarifaire) qui sera traitée dans un chapitre suivant.

– La révision générale annuelle

Chaque collectivité décide de la date de la révision annuelle. Les nouveaux tarifs sont souvent appliqués en année scolaire ou en année civile.

Quel principe utilisera-t-on pour réviser annuellement des tarifs ? Il sera nécessaire de prendre en compte un élément constant comme :

- L'indice officiel de l'évolution du coût de la vie (INSEE...)
- L'indice de l'évolution des salaires
- Un taux d'augmentation annuel voté en conseil municipal en fonction de critères définis localement

La révision générale annuelle peut être également l'occasion de modifier la largeur des tranches (uniquement si grille avec tranches).

– **La révision du tarif « familial » en cours d'année**

Il est nécessaire de préciser dans quelles situations sera révisé le tarif de la famille :

- Modification de structure de la famille : naissance - adoption - décès d'un parent, d'un enfant - séparation ou divorce...
- Modification des revenus : perte d'emploi, chômage partiel, temps partiel choisi, congé parental, baisse d'allocations chômage, RSA.....

Remarque : La modification des tarifs en fonction de l'augmentation des revenus est très peu pratiquée (car elle ne peut se pratiquer que sur la déclaration spontanée des familles)

IV. Établir – modifier une grille tarifaire

La modification de la grille des tarifs peut survenir suite à différentes raisons (choix des élus, préconisation CAF, demande des familles, demande des services, ...).

4.1 LES PRINCIPES POUR ÉTABLIR UNE GRILLE TARIFAIRE

Etablir ou modifier une proposition de grille tarifaire avec graduation des tarifs nécessite de se poser différentes questions politiques :

- Quelle est la finalité du service ?
- Quelles valeurs donner au tarif « plancher » et au tarif « plafond » et quelle amplitude y aura-t-il entre les deux ?
- Quel principe va-t-on utiliser pour passer du prix plancher au prix plafond ?
- Quel taux de participation de la famille par rapport à ses revenus mensuels ?

4.1.1 Quelles valeurs donner au tarif « plancher » et au tarif « plafond » et quelle amplitude y aura-t-il entre les deux ?

Ces tarifs « plancher » et « plafond » interrogent la politique sociale et de justice sociale qu'une collectivité veut induire par sa politique tarifaire.

■ Le tarif « plancher »

Il devra répondre aux deux interrogations suivantes :

- Quel prix minimum peut-on, veut-on faire payer aux familles les plus modestes ?
- Jusqu'à quel QF est-il appliqué, c'est à dire jusqu'où considère-t-on qu'une famille est « modeste » pour payer le prix minimum ? Cela interroge la largeur de cette première tranche.

Nota : Il sera notamment important de mener une réflexion sur la pertinence ou non de la gratuité. Elle interroge en effet la « valeur symbolique » que l'on donne par exemple aux plats servis et à l'encadrement des convives.

Pour fixer le prix minimum et pour l'expliquer aux familles on peut faire référence à certains éléments : par exemple le coût ou un pourcentage des denrées ou des plats servis.

■ Le tarif « plafond »

Il devra répondre aux deux interrogations suivantes :

- Quel prix maximum peut-on, veut-on faire payer aux familles les plus aisées ?
- À partir de quel QF est-il appliqué, c'est à dire à partir de quel QF considère-t-on qu'une famille est « aisée » pour payer le prix maximum ?

Pour fixer le prix maximum et pour l'expliquer aux familles on peut faire référence à certains éléments : le coût du repas préparé, livré, servi, avec encadrement des enfants..., le coût de cette même prestation avec un autre mode de garde (enfant chez une assistante maternelle par exemple).

« Toutefois une limite à la tarification sociale est fixée : les droits les plus élevés doivent demeurer inférieurs au coût de revient par usager de la prestation concernée, selon le principe d'égalité de traitement devant le service public, qui comprend notamment l'égalité de traitement en terme de tarification. » Jurisprudence du Conseil d'Etat du 29/12/1997, « conservatoire de musique de Nanterre » n°157500.

4.1.2 Quel principe va-t-on utiliser pour passer du prix plancher au prix plafond ?

Avant tout il est nécessaire de choisir entre deux modèles :

- La grille avec tranches (le nombre et la largeur de chaque tranche)
- Le taux d'effort (linéaire ou dans les tranches)

Puis la réflexion devra se poursuivre autour de la progressivité dans la grille tarifaire. La forme de la courbe donnera une valeur symbolique à la politique tarifaire :

- Courbe à valeur « sociale » qui se traduit par une augmentation douce des tarifs pour les bas quotients familiaux (courbe jaune).

Cette progression lente des tarifs aura pour conséquence :

- des recettes « plus faibles » pour la collectivité, qui pourront être compensées par un appel à la fiscalité dans le cadre d'un maintien de l'équilibre financier
- un coût « plus réduit » pour les familles « modestes »

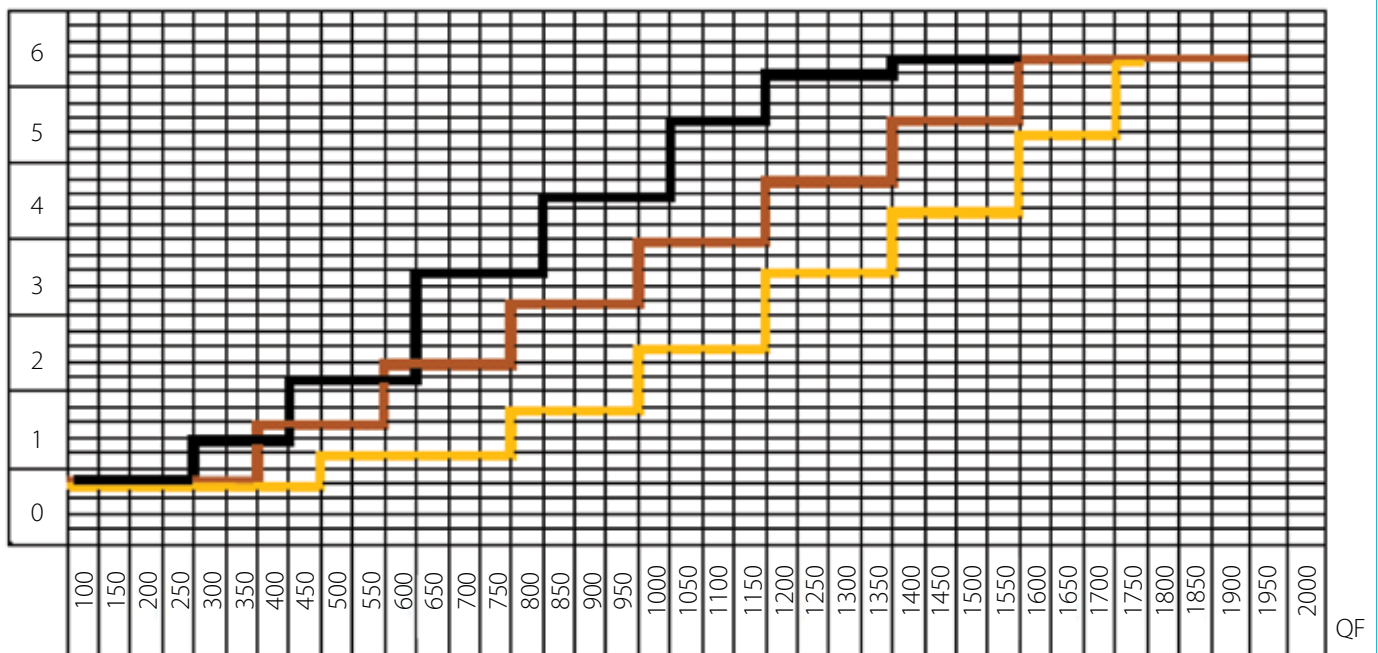
Exemples de « formes de courbes » de tarifs avec tranches :

- Courbe à valeur « neutre » qui se traduit par une augmentation régulière (courbe marron)
- Courbe à valeur « économique » pour la collectivité, qui se traduit par une augmentation rapide dès les premiers quotients familiaux (courbe noire)

Cette progression rapide des tarifs aura pour conséquence :

- des recettes « plus fortes » pour la collectivité, qui pourront alléger l'appel à la fiscalité dans le cadre d'un maintien de l'équilibre financier
- un coût « plus élevé » pour les familles modestes

Tarif



Commentaires :

Toutes les courbes partent du même seuil (tarif « plancher » à 0,80 €) et toutes atteignent le même niveau (tarif « plafond » à 6,40 €). Mais la forme de la courbe, avec une progression particulière, donne un sens « politique » différent à la courbe.

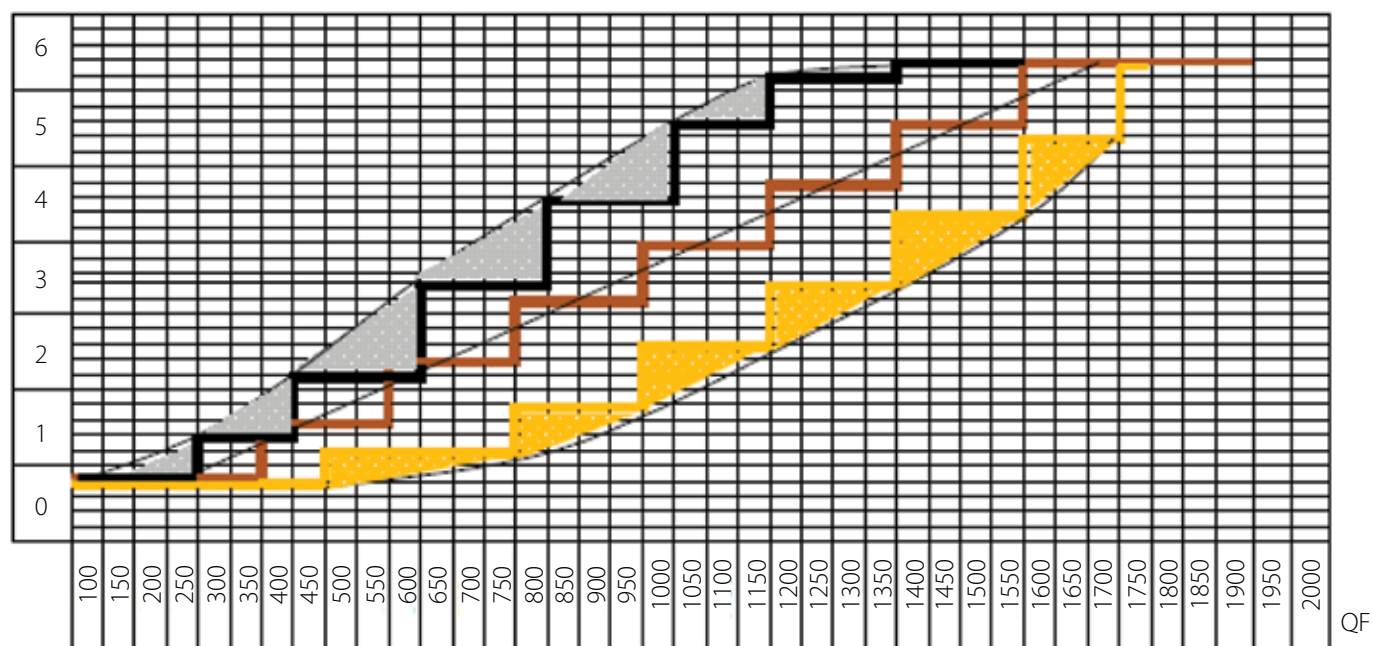
– La courbe « jaune » est qualifiée de courbe « sociale ». Les tarifs progressent lentement pour les QF bas, puis plus rapidement pour les QF élevés.

– La courbe « marron » est une courbe « neutre ». Elle progresse régulièrement.

– La courbe « noire » est dite « économique » parce qu'elle progresse plus rapidement. Elle va donc assurer de meilleures recettes à la collectivité.

Exemples de « formes de courbes » de tarifs avec taux d'effort par tranche :

Tarif



Commentaires :

Dans le cadre de grille tarifaire avec un taux d'effort par tranche, faire passer la ligne du tarif effectivement payé par les familles par le « haut » des seuils (courbe noire) ou par le « bas » (courbe jaune) n'aura pas le même sens :

- La courbe « noire », qui passe par le sommet des seuils, a un effet « économique » pour la collectivité. En effet, toute la partie hachurée en gris sur le graphique représente des recettes en plus pour la collectivité, qui sont des recettes supplémentaires par rapport à celles du tarif simple par tranche. Par contre, pratiquement toutes les familles payent plus cher qu'avec un tarif simple en tranches.
- La courbe « jaune », qui passe par le bas des seuils, a un effet « social » pour les familles. En effet toute la partie hachurée en jaune sur le graphique représente des « économies » pour les familles, qui sont des dépenses moindres par rapport à celles du tarif simple par tranche. Par contre, c'est un manque à gagner pour la collectivité.

4.1.3 Quel taux de participation de la famille par rapport à ses revenus mensuels ?

Une des questions politiques importantes est en effet de connaître le pourcentage des revenus qu'une famille va consacrer à la restauration scolaire – pause méridienne par rapport à ses revenus mensuels.

Commentaires :

Le tableau ci-après illustre un réajustement des tarifs prenant en compte une volonté d'équilibrer la contribution des familles en fonction de leurs revenus (prise en compte du pourcentage mensuel des revenus consacrés au paiement des repas pour un enfant déjeunant tous les jours). Dans ce cas il a été fait le choix de diminuer le pourcentage pour les familles « modestes » et de rester autour de 2 % pour les autres catégories jusqu'au plafond.

TRANCHES VALEURS MINI ET MAXI DU QF DE LA TRANCHE	TARIFS AVANT RÉVISION	COÛT MENSUEL DES REPAS (16 PAR MOIS) POUR LA FAMILLE	PART DES REVENUS RÉSERVÉE À LA PAUSE MÉRIDIDIENNE (EN %)	TARIFS APRÈS RÉVISION	COÛT MENSUEL DES REPAS (16 PAR MOIS) POUR LA FAMILLE	NOUVELLE PART DES REVENUS RÉSERVÉE À LA PAUSE MÉRIDIDIENNE (EN %)
0 à 350	1,40	22,40	2,19	0,80	12,80	1,46
351 à 550	1,60	21,60	1,86	1,50	24,00	1,75
551 à 650	2,00	32,00	1,97	2,00	32,00	1,97
651 à 750	2,70	43,20	2,30	2,40	38,40	2,05
751 à 850	3,20	51,20	2,41	2,70	43,20	2,03
851 à 950	3,60	57,60	2,43	3,05	48,80	2,05
951 à 1 150	4,30	68,80	2,39	3,70	59,20	2,06
1 151 à 1 500	4,40	70,40	1,88	4,70	75,20	2,01
1 501 à 1 850	4,80	76,80	1,66	5,80	92,80	2,01
> à 1 850	4,90	78,40	1,69	6,00	96,00	2,07

4.2 LES IMPACTS FINANCIERS, MATÉRIELS ET HUMAINS

Les impacts financiers s'observent sous deux angles :

- Pour la collectivité afin de mesurer les impacts économiques sur le budget du service

Lors d'une modification des tarifs les questions récurrentes sont, d'une part l'impact sur les participations encaissées (recettes) pour le service et, d'autre part, sur la fréquentation du service (dépenses). Il est important de savoir qu'on ne peut, en général, faire de simulation qu'à fréquentation constante par rapport à l'année N-1, sinon trop de variables rendront illisibles les changements.

- Pour les parents avec une mesure de l'évolution du tarif par tranche.

■ Quelles incidences économiques pour la collectivité ?

Le calcul des incidences économiques se fait en général sans modification du nombre de convives présents le midi. Il est difficile d'estimer les effets qu'aura la modification des tarifs sur le taux de fréquentation par tranche de quotient familial.

Cependant il est possible de faire deux ou trois simulations (stabilité, augmentation faible, augmentation forte des effectifs de cette tranche) avec des évolutions notamment dans les tranches aux tarifs les plus bas. Cette analyse doit être menée localement en fonction de l'amplitude de la réforme de la grille tarifaire prévue.

TRANCHES	NOMBRE REPAS SERVIS PAR TRANCHE	ANCIENS TARIFS	RECETTES BASE 138 REPAS/AN	NOUVEAUX TARIFS	RECETTES BASE 138 REPAS/AN	DIFFÉRENCE DE RECETTES POUR LE SERVICE
0 à 350	100	1,20	16 560	0,80	11 040	-5 520
351 à 550	140	1,60	30 912	1,50	28 980	-1 932
551 à 650	120	2,00	33 120	2,00	33 120	0
651 à 750	120	2,70	44 712	2,40	39 744	-4 968
751 à 850	100	3,20	44 160	2,70	37 260	-6 900
851 à 950	90	3,60	44 712	3,05	37 881	-6 831
951 à 1 150	90	4,30	53 406	3,70	45 954	-7 452
1 151 à 1 500	70	4,40	42 504	4,70	45 402	+ 2 898
1 501 à 1 850	60	4,80	39 744	5,80	48 024	+ 8 280
> à 1 850	60	4,90	40 572	6,00	49 680	+ 9 108
Total	950		390 402		377 085	-13 317

Nota : il est par contre possible d'intégrer l'évolution de la population scolaire à taux de fréquentation constant.

■ Quelle évolution du tarif pour des familles « type » ?

Il est important d'analyser l'évolution des tarifs pour quelques familles « type ».

L'exemple du tableau ci-dessous est issu de la même évolution que dans le tableau précédent.

TYPOLOGIE FAMILLE	REVENUS	QF	ANCIEN TARIF	NOUVEAU TARIF	ÉVOLUTION
1 COUPLE AVEC 1 ENFANT 2.5 PARTS	1 000 €	400	1,60	1,50	- 6.25%
	2 000 €	800	3,20	2,70	-
	4 500 €	1 800	4,80	5,80	+ 1.21 %
1 PERSONNE SEULE AVEC 2 ENFANTS 2.5 PARTS	1 000 €	400	1,60	1,50	-
	2 000 €	800	3,20	2,70	-
	4 500 €	1 800	4,80	5,80	+ 1.21 %
1 COUPLE AVEC 2 ENFANTS 3 PARTS	1 000 €	333	1,20	0,80	-
	2 000 €	667	2,70	2,40	-
	4 500 €	1 500	4,40	4,70	+
1 COUPLE AVEC 3 ENFANTS 4 PARTS	1 000 €	250	1,20	0,80	-
	2 000 €	500	1,60	1,50	-
	4 500 €	1 125	4,30	3,70	-

On pourra également mesurer les effets de l'évolution d'une politique tarifaire en simulant une facture mensuelle de quelques familles « type ». Cet élément pourra être utilisé dans le cadre de la communication destinée aux familles.

■ Quelles incidences matérielles, organisationnelles et humaines pour la collectivité ?

La modification des tarifs peut amener une augmentation de la fréquentation avec :

– des incidences techniques et matérielles concernant :

- les capacités d'accueil des enfants en fonction des restaurants

Il est nécessaire d'être vigilant au taux de charge (capacité d'accueil) des restaurants afin de pouvoir continuer à accueillir l'ensemble des enfants dans de bonnes conditions. Une réflexion sur l'éventuelle réorganisation des services est à mener en fonction de la situation avant l'arrivée de nouveaux enfants

- les capacités de production des repas

Il est nécessaire d'être vigilant sur les capacités de production (matériels disponibles pour la cuisson, le stockage, la remise en température,...) et de prévoir une éventuelle adaptation des capacités techniques

– des incidences humaines concernant :

- les possibilités de recrutement de personnels

Il est nécessaire d'être vigilant sur la capacité à recruter des personnels complémentaires pour préparer ou servir les repas mais surtout pour l'encadrement des enfants si les effectifs augmentent sensiblement

- Le plan de formation nécessaire dans la mesure où les nouveaux agents auraient besoin de formation au moment de leur prise de fonction.

V. Communication

La communication concernant la refonte de la politique tarifaire municipale ou intercommunale, pour être efficace, doit être pensée à travers une stratégie. Le plan de communication doit être l'aboutissement d'une réflexion, en vue de l'optimisation du message à faire passer. Ainsi toutes les actions de communication définies doivent être compatibles et cohérentes entre-elles.

Établir une stratégie de communication est donc une nécessité pour la collectivité, afin de s'adresser de manière cohérente à l'ensemble de ses cibles (usagers, enseignants, parents,...).

Plusieurs outils existent :

Les réunions techniques ou publiques, avec différents partenaires : parents élus, usagers, techniciens, associations diverses concernées par l'éducation et l'enfance.

Une communication écrite : invitation aux réunions, lettres aux familles, messages sur les factures, plaquettes, bulletins municipaux, affichage, newsletter, sites internet, ...

Le plan de communication doit comporter des actions à chaque phase. On retiendra la phase d'élaboration, la phase de mise en œuvre.

5.1 LA COMMUNICATION DURANT LA PHASE D'ÉLABORATION

Lors de la phase d'élaboration, les réunions ont été considérées comme les principaux vecteurs de communication. Le principe des réunions est d'inscrire du débat public, et d'utiliser toutes les instances existantes (Conseils d'école, commissions,...) afin de donner aux usagers l'occasion de saisir les logiques des élus, de participer à la construction de la refonte tarifaire.

Les objectifs de ces réunions sont :

- Partager les constats
- Permettre l'appropriation des objectifs (avec un travail d'information en amont par exemple sur le site Internet de la commune)
- Décoder les intérêts et besoins des usagers et des acteurs impliqués
- Envisager et faire comprendre quel peut être l'intérêt général et proposer des mesures pour tenir compte des remarques constructives

L'enjeu est de permettre l'adhésion de la plus grande partie des usagers aux choix techniques (par exemple l'intervalle des tranches) qui définissent la nouvelle politique tarifaire.

■ La réunion du comité consultatif

Ce comité consultatif est composé d'élus, d'usagers et de techniciens (directeurs / agents d'accueil). La première réunion est un temps de travail où la volonté politique s'affirme, se concrétise et est définie auprès des personnes qui devront communiquer sur ces orientations.

Il est important de bien communiquer l'information (objectifs et modalités) auprès des personnes en contact avec les usagers. Elles seront les premières à devoir répondre et expliquer les éléments techniques de cette politique tarifaire. Ce sont de véritables « relais d'opinion ».

Une fois le travail abouti et validé au sein de ce comité, il est envisageable de faire une réunion publique.

■ La réunion publique

Elle est menée par les élus et appuyée par les techniciens. Elle est à destination des usagers. Elle a pour but d'informer et de présenter l'objectif de la nouvelle politique tarifaire.

Il est intéressant d'y présenter un bilan, en partant du constat de l'existant.

D'autres éléments sont importants pour renforcer l'argumentaire : présentation d'un comparatif avec les tarifs appliqués sur les villes avoisinantes, communiquer sur le coût du service et du reste à charge pour la ville par rapport aux recettes apportées par les familles.

La date de la mise en application des nouveaux tarifs doit être communiquée ainsi que le mode de calcul (QF, nombre de tranches, planchers, plafonds,...).

5.2 LA COMMUNICATION DURANT LA PHASE DE MISE EN ŒUVRE

Dès la validation de la nouvelle politique tarifaire, un plan de communication doit être mis en place et poursuivi tout au long de la mise en œuvre. L'objectif de ce plan est de faire connaître toutes les nouvelles modalités techniques tant en interne qu'auprès des familles.

■ La communication interne dans les services

La révision d'une politique tarifaire pouvant impacter de nombreux services, il est important d'associer l'ensemble des agents.

Pour cette communication il est possible d'utiliser toutes les instances ou occasions pour informer les agents de la collectivité (comité de direction, réunion de service, journal interne, note d'information,...).

■ La communication auprès des usagers

Plusieurs outils ont été recensés pour développer ce plan auprès de la population.

La réunion publique :

La réunion publique permet par une information directe de répondre aux questionnements des usagers qui se sont déplacés. Elle peut être suivie par une information écrite pour l'ensemble des usagers et futurs usagers.

La conférence de presse

La lettre aux familles :

Elle est adressée à l'ensemble des usagers utilisateurs ou futurs utilisateurs. Une méthode efficace consiste à la transmettre par l'intermédiaire des écoles (cf. circulaire Education nationale pour la diffusion des documents).

Les plaquettes de communication :

La plaquette est disponible en mairie et / ou remise au moment des inscriptions. Les usagers pourront y trouver la politique tarifaire avec une brève explication de son objectif.

Site internet :

L'information sur le site Internet a pour but d'expliquer à l'ensemble de la population la nouvelle politique tarifaire. Un outil de simulation du calcul du tarif qui sera appliqué à la famille peut être mis en ligne.

Le bulletin, journal de la collectivité :

Cet outil de communication de la collectivité permet d'informer toute la population. Il est donc important que les élus y présentent les objectifs d'une nouvelle politique tarifaire.

L'affichage

Le Conseil municipal

5.3 LA COMMUNICATION DE L'ÉVALUATION

La communication doit s'établir sur plusieurs niveaux : de façon interne aux services, en direction des élus et, bien entendu, en direction de l'utilisateur.

Les données communiquées seront évidemment différentes selon la cible visée, d'un contenu particulièrement technique pour les services à une information vulgarisée et accessible pour le public.

L'ensemble des outils ci-dessus cités restent utilisables. Pour la communication interne on pourra également utiliser le rapport d'activité pour les services.

VI. Suivi et régulation

Plusieurs modes de remontées d'informations peuvent être mis en place :

■ L'écoute « usager »

Cela consiste à mettre en place une veille directement dans les structures et au sein des services Education pour faire remonter les observations des usagers dispensées de manière informelle. Le regroupement de toutes ces informations doit être confié à un agent identifié au sein des services. Il s'agit donc de sensibiliser l'ensemble des agents intervenant dans les structures afin qu'ils adoptent une posture d'écoute active et de retranscription objective.

■ Les remarques indirectes d'autres partenaires

C'est un mode de remontée complémentaire de l'écoute « usager », avec, a priori, une dimension plus objective. Le recensement de ces observations peut se faire de manière informelle au gré des relations de travail entre partenaires, ou de façon plus encadrée, par la mise en place d'un comité de pilotage. Les partenaires concernés sont entre autres les associations de parents d'élèves, les responsables d'établissements scolaires, les acteurs sociaux dans le cadre, notamment, de l'accompagnement des situations familiales difficiles...

■ Les interpellations formalisées de la part des usagers

Ce mode de transmission est un prolongement de l'écoute « usager » avec une dimension argumentée et, surtout, offrant une possibilité de traitement spécifique et la mise en place d'un suivi de la réclamation. Les modes de transmission (appels téléphoniques, courriels, courriers, rendez-vous au sein des services) permettent de déterminer les problématiques précises remontées par l'utilisateur et d'y apporter éventuellement une réponse.

VII. Évaluation

L'évaluation a pour objectif principal de mesurer les effets de la nouvelle politique tarifaire.

7.1 LA COLLECTE D'INFORMATIONS AUPRÈS DE LA POPULATION

Les éléments recueillis dans le cadre du suivi et de la régulation viennent enrichir l'évaluation.

L'enquête « usagers » est un moyen de collecter des éléments spécifiques.

Afin de traiter l'ensemble de ces éléments en provenance des usagers, il est souhaitable de créer une instance de type « comité d'évaluation », qui pourra être composée de techniciens, d'élus et de représentants d'usagers. L'objectif de ce groupe de travail est de mesurer l'impact de la mise en place de la politique tarifaire et de proposer des pistes d'amélioration, si cela s'avère nécessaire.

Ces analyses et propositions d'action d'amélioration seront ensuite soumises à une entité décisionnaire qui peut être une commission (éducation, finances,...), un bureau municipal, un conseil municipal. Au préalable, ce travail d'analyse et de proposition peut être présenté à une instance consultative : commission extra-municipale éducation-jeunesse, comité de pilotage, commission consultative des services publics locaux,...

7.2 LA COLLECTE D'INFORMATIONS AUPRÈS DES SERVICES DE LA COLLECTIVITÉ

La collecte d'informations interne à la collectivité ne doit négliger aucun aspect. Tous les services concernés pouvant apporter des éléments financiers, matériels, de fréquentation, techniques devront être mobilisés.

■ Quand lancer la mesure des impacts de la nouvelle politique tarifaire ?

Il est logique de procéder à une estimation au terme de la première année. Mais il est sans aucun doute trop tôt pour mesurer tous les effets réels de cette nouvelle politique tarifaire.

Une évaluation à l'issue de la seconde année apparaît plus fiable en termes de variation de fréquentation, de recettes ou de dépenses.

Un outil de suivi, de type tableau de bord par exemple, fournit des informations aux décideurs. Cela permet également d'avoir des éléments objectifs pour une communication efficace auprès de la population.

■ Critères d'évaluation de l'impact réel de la nouvelle politique tarifaire

– Impact économique :

- L'évolution des recettes
- Le rapport coût de revient / recettes : étude de l'évolution du ratio
- L'évolution des coûts de fonctionnement
- L'évolution des impayés, des relances et des délais de paiement

– Impact social :

- L'évolution de la fréquentation de l'activité
- La répartition des usagers selon les tranches
- L'évolution du pourcentage au sein de chaque tranche

VIII. Conclusion

Mettre en œuvre une réforme de la politique tarifaire de la restauration scolaire est donc une démarche exigeante, dont les impacts sur la population peuvent être importants.

La méthode de construction proposée dans le présent document permet de clarifier les raisons qui sous-tendent la réforme des tarifs, les choix et les objectifs poursuivis par les élus. La nouvelle tarification sera ainsi plus simple à expliquer au grand public.

Pour finaliser la réforme, il conviendra de s'interroger sur le mode de paiement et de gestion des impayés en cours afin de les faire éventuellement évoluer.

Déclinée ici pour les tarifs de la restauration scolaire, cette méthode pourrait indifféremment s'appliquer à l'ensemble des tarifs pratiqués dans la collectivité dans les secteurs de l'enfance, de l'éducation, mais aussi de la jeunesse, de la culture ou encore des sports.

La collectivité peut en effet trouver un intérêt à mener une réforme globale de sa politique tarifaire : cohérence des orientations (sociales ou économiques), cohérence des objectifs, des planchers et plafonds, des modalités de calcul, et enfin lisibilité accrue de la politique menée pour la population concernée.

Il est important de souligner qu'une réforme générale de la politique tarifaire demande obligatoirement :

- une impulsion politique forte, avec des arbitrages politiques réguliers tout au long du processus
- une connaissance précise des coûts des différentes prestations
- un directeur de projet, pilote de l'ensemble de la démarche, qui travaille avec chacune des directions et services pour garantir la cohérence d'ensemble
- un chef de projet qui coordonne également la communication vers les usagers

Une réforme globale de la politique tarifaire exige enfin de s'interroger sur nos activités et sur nos publics prioritaires. Elle permet donc, au final, d'avoir une meilleure connaissance de nos usagers.

Annexe 1- Le quotient familial

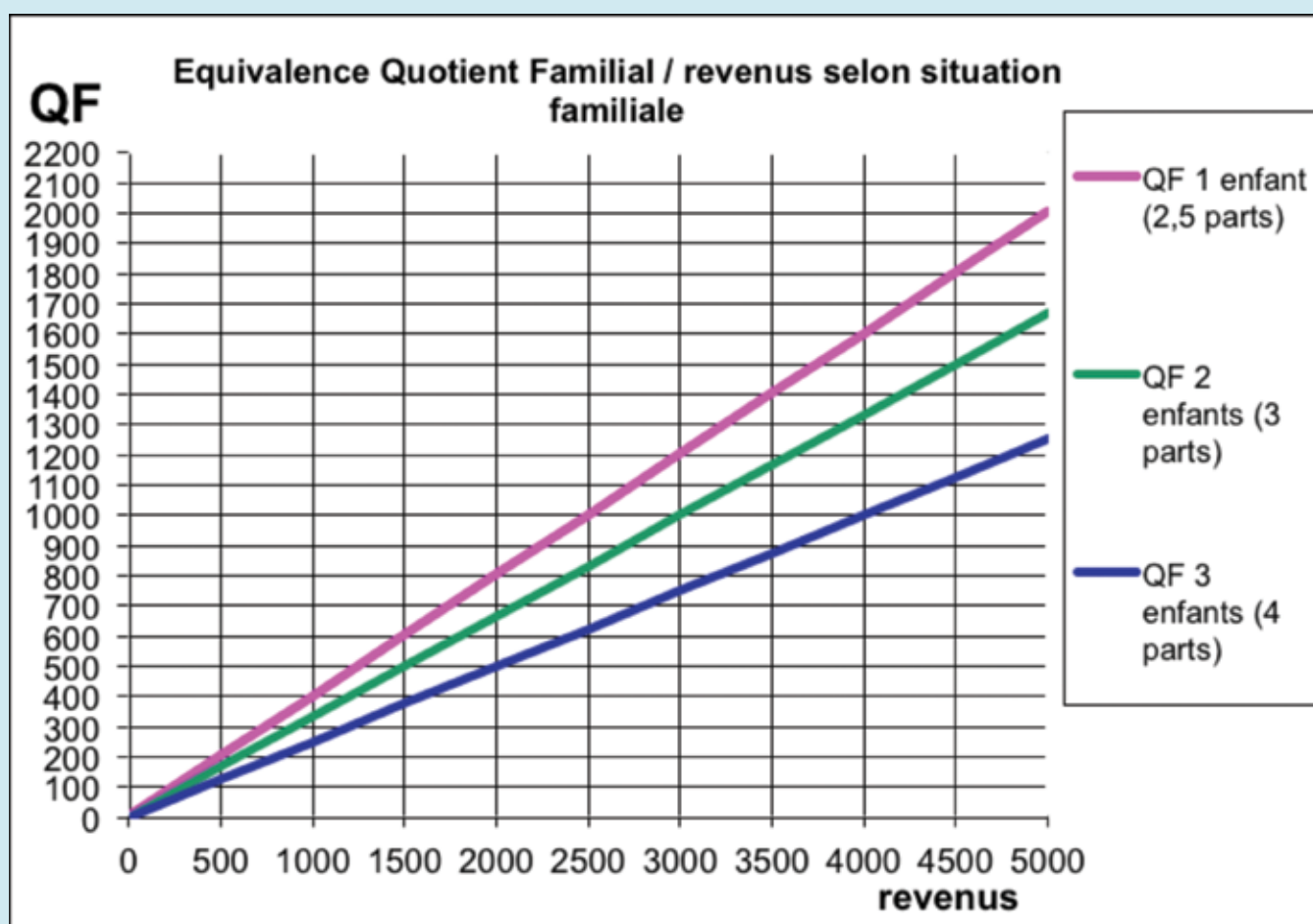
Le quotient familial (QF) est un outil de mesure des ressources mensuelles des familles.

Il tient compte à la fois :

- Des ressources de la famille comme :
 - des revenus professionnels et / ou de remplacement (Assedic, indemnités de formation...), et autres revenus
 - des prestations familiales mensuelles perçues (y compris celles versées à des tiers comme l'APL)
 - de la composition familiale

Le quotient familial est donc le fruit d'un calcul simple :

- prendre le 1/12ème des ressources imposables de l'année
- ajouter les prestations mensuelles
- diviser ce total par le nombre de parts



Le tableau ci-dessus permet de visualiser le QF qui sera attribué à une famille en fonction de ses ressources. Il suffit de repérer sur la ligne des revenus le montant des ressources et de monter à la verticale pour repérer, en fonction du nombre de parts de la famille, le QF qui lui correspond.

Annexe 2- Ressources CAF Pro

Extrait de la lettre circulaire CNAF du 29 juin 2011

MISE À DISPOSITION DES RESSOURCES DANS LE SERVICE CAFPRO

La mise à disposition des ressources à prendre en compte pour les familles figure dans le profil T2 de Cafpro. Pour l'année 2010, il s'agit des ressources 2008.

Les ressources auxquelles le gestionnaire pourra avoir accès seront celles retenues actuellement pour le calcul de l'assiette du Qf Cnaf hors PF. En effet, les prestations familiales ne sont pas prises en compte dans les ressources annuelles.

Elles sont déterminées de la façon suivante :

- cumul des ressources nettes telles que déclarées perçues par l'allocataire et son conjoint ou concubin au cours de l'année de référence : revenus d'activité professionnelle et assimilés, pensions, retraites, rentes et autres revenus imposables ainsi que les heures supplémentaires et les indemnités journalières d'accident du travail et de maladie professionnelle bien qu'en partie non imposables ;
- prise en compte des abattements/neutralisations sociaux en fonction de la situation des personnes (chômage indemnisé ou non, affection de longue durée, bénéfice du Rsa, etc.) ;
- déduction des pensions alimentaires versées.

NB : les frais réels et les abattements fiscaux ne sont pas déduits.

Pour les gestionnaires qui n'ont pas Cafpro ou pour les non allocataires

La détermination du montant des ressources à retenir s'effectue à partir de l'avis d'imposition. Vous prendrez, pour l'année N du 1er janvier au 31 décembre, les revenus perçus pour l'année N-2.

À titre d'exemple, pour calculer le montant des participations familiales pour l'année allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011, vous vous référerez aux revenus perçus pour l'année 2009 (année de référence utilisée par Cafpro).

■ Pour les salariés

Les ressources à prendre en compte sont celles figurant sur l'avis d'imposition à la rubrique « total des salaires et assimilés », c'est-à-dire avant déduction forfaitaire de 10 % ou des frais réels.

Vous y ajouterez, le cas échéant, toutes les autres natures de revenus imposables (par exemple les revenus de capitaux mobiliers, les revenus fonciers, etc.) ainsi que les heures supplémentaires et les indemnités journalières d'accident du travail et de maladie professionnelle bien qu'en partie non imposables. Le périmètre des ressources et déductions à prendre en compte est identique à celui utilisé dans Cafpro (cf. plus haut).

Le montant doit être divisé par douze pour obtenir le revenu mensuel.

■ Pour les employeurs et les travailleurs indépendants y compris autoentrepreneurs

Vous prendrez en compte les bénéfices retenus au titre de l'année N-2 pour un accueil en année N.

Pour les adhérents d'un centre de gestion agréé ou auto-entrepreneurs, il s'agit des bénéfices tels que déclarés.

Pour les non adhérents d'un centre de gestion agréé, il s'agit des bénéfices majorés de 25 % tels que retenus par l'administration fiscale.

Pour les personnes ayant opté pour le régime micro, il s'agit des bénéfices déterminés après déduction de l'abattement forfaitaire fiscal appliqué sur le chiffre d'affaires.

■ Pour les non allocataires

Vous prendrez, pour l'année N du 1er janvier au 31 décembre, les revenus perçus pour l'année N-2.

À titre d'exemple, pour calculer le montant des participations familiales pour l'année allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011, vous vous référerez aux revenus perçus pour l'année 2009 (année de référence utilisée par Cafpro).

Pour toutes les familles

Les familles doivent informer les services de la Caf des changements de leur situation, qu'il s'agisse de leur situation familiale ou professionnelle. La base ressources peut être modifiée en conséquence pour calculer les droits.

Ces changements sont alors pris en compte et impliquent, le cas échéant, une modification de la tarification mentionnée par avenant sur le contrat d'accueil.

Les situations exceptionnelles peuvent être examinées par la Caf à la demande du gestionnaire – notamment pour les parents non connus des Caf – en liaison avec les services de prestations légales qui disposent des connaissances juridiques et réglementaires pour statuer dans des cas particuliers.

Les non allocataires des Caf doivent également informer l'établissement d'accueil afin que ces changements de situations soient pris en compte pour le calcul des participations familiales.

